

## Economie

# Davantage de services publics, moins d'impôts : "Tant que la majorité des Français continuera à penser que c'est possible, on n'y arrivera pas"

PARIS **ECONOMIE** OPINION FRANCE

Publié le 18/02/2019 à 11h00



François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes.

Il veut faire œuvre de « pédagogie » en matière de finances publiques. Début 2016, ce magistrat, ancien rapporteur général de la situation et des perspectives des finances publiques, quittait la Cour des comptes pour monter l'association Fipeco (Finances Publiques et Économie), où les chiffres sont mis à jour régulièrement.

En décembre 2018, il se penchait ainsi sur la « répartition des emplois publics sur le territoire ». Premier enseignement : le « taux d'administration » (rapport entre le nombre de fonctionnaires et le nombre d'habitants) fait le grand écart entre des Régions bien pourvues comme la Corse, l'Île-de-France ou les DOM et le bas du tableau (Pays-de-la-Loire, Grand-Est).

## Les fonctionnaires attirés par le sud

Toutefois, on peut noter que l'Ile-de-France est la moins pourvue en fonctionnaires hospitaliers. « Mais on n'y est pas moins bien soigné. Les structures d'accueil sont simplement plus grandes, marquées par une forte activité et nécessitent moins de personnel ».



**A lire aussi :** La fiscalité au cœur du Grand Débat : à peu taxer les successions, la France est devenue un pays de rentiers

François Ecalte note que les statistiques Insee « montrent que les départements ruraux ne sont pas systématiquement défavorisés ». L'économiste a davantage observé un « héliotropisme » des fonctionnaires. Le sud attire alors que « c'est vrai, on pourrait attendre de l'État un peu plus de rationalité ».

## Peu de mobilité

Redéployer les fonctionnaires ? « Ils sont peu mobiles ». Bilan : « Le principe d'égalité devant le service public n'est pas respecté », écrit-il. Mais ne s'en tenir qu'au nombre de fonctionnaires pour évaluer la qualité des services publics a ses limites, explique le président de l'association Fipeco.

D'abord, au-delà de l'échelle régionale ou départementale, il faudrait faire des analyses plus poussées par bassin de vie, dit-il. Évaluer également les besoins selon la géographie (montagne...), la pyramide des âges, le temps de travail des fonctionnaires, la distance parcourue en moyenne pour accéder à un service public...

## Cours de compta obligatoires

Ce spécialiste des finances publiques revient sur le discours du « plus de dépenses publiques, moins d'impôts » : « Tant que la majorité des Français continuera à penser que c'est possible, on n'y arrivera pas ! ».

Quant à « cibler les grandes entreprises et les plus riches, c'est déjà fait », répond-il. « On est au cœur de cette problématique culturelle » très française : l'inculture économique.

« Je crois qu'il serait essentiel, au cours de la scolarité de chacun, d'apprendre un minimum de comptabilité pour savoir équilibrer un budget. Ce serait déjà un bon début ».

**Florence Chédotal**

Intéressé par l'économie locale?  
Découvrez la newsletter "Décideurs".



### **EN SAVOIR PLUS**

PARIS **ECONOMIE** OPINION FRANCE